COMMUNE DE PUY SAINT ANDRE
DEPARTEMENT DES HAUTES ALPES
ARRONDISSEMENT DE BRIANCON

**PROCES VERBAL
DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 28 MAI 2015**

Nombre

De conseillers en exercice : 11 de présents : 6 de votants : 10 date de convocation : 21 mai 2015

L'an deux mil quinze le 28 mai, les membres composant le Conseil Municipal de la Commune de PUY SAINT ANDRE se sont réunis en mairie, après convocation légale, sous la Présidence de Pierre LEROY, Maire.

Etaient présents : Pierre LEROY, Estelle ARNAUD, Luc CHARDRONNET, Henri FAURE GEORS, Jean Luc PEYRON, Michel CAMUS

Absents représentés : Jean GABORIAU donne procuration à Estelle ARNAUD
Maryline VERKEIN donne procuration à Luc CHARDRONNET
Alain PROUVE donne procuration à Jean Luc PEYRON
Magali MEYZENC donne procuration à Pierre LEROY

Absents non représentés : Olivier REY

Le conseil approuve et signe le compte rendu du précédent Conseil Municipal réuni en séance publique.

Lecture est donnée de l'ordre du jour :

FINANCES

**BON DE COMMANDE de PARTENARIAT VILLE DE BRIANCON /
COMMUNE DE PUY SAINT ANDRE / COMMUNE DE PUY SAINT PIERRE ETE 2015**
Projet de visites guidées

**BON DE COMMANDE de PARTENARIAT VILLE DE BRIANCON / COMMUNE DE PUY SAINT ANDRE
ETE 2015** Projet de visites guidées

CONVENTION OFFICE DU TOURISME / COMMUNE
Convention relative à la promotion et au développement de l'offre touristique d'une commune environnante à Briançon année 2015

**DEMANDES DE SUBVENTIONS SOLLICITEES AUPRES DE LA COMMUNE -
Année 2015**

FORFAITS DE SKI 2014/2015
Participation financière communale

CONVENTION CENTRE PERMANENT D'INITIATIVES POUR L'ENVIRONNEMENT (CPIE) / COMMUNE
Travaux 2015

CONVENTION COMMUNE / CCB ET COMMUNES MEMBRES
Groupement de commandes de fourniture d'électricité et services associés

MAIRIE / SALLE DES ASSOCIATIONS
Acquisition équipement - rideaux

REHABILITATION PETIT PATRIMOINE
Oratoire Sainte Anne

URBANISME

DELIBERATION PRESCRIVANT LA REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME ET MODALITE DE CONCERTATION
erreur matérielle remplace la délibération du 9 avril 2015

EAU
EAU POTABLE

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau potable - Année 2014

REGLEMENT DU SERVICE DE L'EAU DE LA COMMUNE DE PUY SAINT ANDRE

Révision tarif intervention commune article 4.5 du règlement

RESEAU D'EAU POTABLE

Equipements neufs - la Roche au chef lieu

ERDF

Convention « Présence Alpes du sud » ERDF/COMMUNE

Correspondant intempéries

PERSONNEL

PREVENTION DES RIQUES PROFESSIONNELS

COMMUNE / CENTRE DE GESTION DES HAUTES ALPES

Avenant N° 3 convention prestation mission d'assistant de prévention.

Objet : FINANCES

BON DE COMMANDE de PARTENARIAT VILLE DE BRIANCON /

COMMUNE DE PUY SAINT ANDRE / COMMUNE DE PUY SAINT PIERRE ETE 2015

Projet de visites guidées

La Direction du Patrimoine de Briançon met en œuvre, en faveur du développement culturel de la Ville et dans le cadre de la convention Ville d'Art et d'Histoire, une politique de valorisation du patrimoine.

Elle programme des circuits hebdomadaires de visites dans les villages, les églises et différents points de vue dans le Briançonnais et ses alentours.

Afin de valoriser les richesses patrimoniales de la commune, la collectivité s'est rapprochée de ce service pour qu'un circuit de visites guidées soit proposé dans les hameaux, comprenant notamment la découverte de l'Eglise de Puy Saint André et la Chapelle Sainte Lucie.

Il est proposé un bon de commande de partenariat entre la Ville de Briançon et les Communes de Puy-Saint-Pierre et Puy-Saint-André pour l'été 2015, dans le cadre de la convention du label Ville d'Art et d'Histoire.

Les membres du conseil prennent connaissance de ce document qui définit les modalités techniques et financières entre les communes ; le montant total de cette prestation s'élève à 499.36 €.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Autorise le Maire à signer ce bon de commande.

Autorise le Maire à régler la dépense.

Objet : FINANCES

BON DE COMMANDE de PARTENARIAT VILLE DE BRIANCON / COMMUNE DE PUY

SAINT ANDRE ETE 2015

Projet de visites guidées

La Direction du Patrimoine de Briançon met en œuvre, en faveur du développement culturel de la Ville et dans le cadre de la convention Ville d'Art et d'Histoire, une politique de valorisation du patrimoine.

Elle programme des circuits hebdomadaires de visites dans les villages, les églises et différents points de vue dans le Briançonnais et ses alentours.

Afin de valoriser les richesses patrimoniales de la commune, la collectivité s'est rapprochée de ce service pour qu'un circuit de visites guidées soit proposé dans les hameaux, comprenant notamment la découverte de l'Eglise de Puy Saint André et la Chapelle Sainte Lucie.

Il est proposé un bon de commande de partenariat entre la Ville de Briançon et la Commune de Puy-Saint-André pour l'été 2015, dans le cadre de la convention du label Ville d'Art et d'Histoire.

Il est proposé 2 circuits exclusivement sur Puy Saint André et Puy Chalvin.

Les membres du conseil prennent connaissance de ce document qui définit les modalités techniques et financières entre les communes ; le montant total de cette prestation s'élève à 249.68 €.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Autorise le Maire à signer ce bon de commande.

Autorise le Maire à régler la dépense.

Objet : FINANCES

OFFICE DU TOURISME DE BRIANÇON / COMMUNE

Convention relative à la promotion et au développement de l'offre touristique d'une commune environnante à Briançon année 2015

Briançon en tant que ville capitale du Briançonnais joue un rôle particulier dans la présentation d'un environnement et d'une offre touristique qui dépasse ses simples frontières communales.

D'autre part, les touristes en villégiature à Briançon sont demandeurs d'informations et d'offres touristiques périphériques.

Pour ces deux raisons l'Office de tourisme, lors de la refonte récente de ses statuts, s'est donné la capacité par voie de convention à bâtir des espaces de coopération avec les communes environnantes au sein des territoires de la Communauté de communes et du Pays du Briançonnais (cf. article 16 des statuts de l'EPIC en date du 26 octobre 2010, validés lors du Comité de direction de l'EPIC du 13 octobre 2010).

Lecture est donnée de la convention qui vise à définir le périmètre de coopération intervenant entre l'Office de tourisme de Briançon (Etablissement public industriel et commercial communal) et la Commune de Puy-Saint-André en matière de promotion touristique de ladite commune et de présentation de l'offre touristique de ladite commune au travers des outils de promotion développés par l'Office de tourisme de Briançon.

Le montant de la participation annuelle forfaitaire est de 850 €.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Autorise Le Maire à signer la convention.

Autorise le Maire à régler la dépense.

Objet : FINANCES

DEMANDES DE SUBVENTIONS SOLLICITEES AUPRES DE LA COMMUNE -

Année 2015

Comme les années précédentes, la collectivité a reçu de nombreuses demandes de subvention pour l'année 2015.

Le Conseil Municipal réuni en séance de travail a examiné chaque demande. Etant rappelé qu'il est donné priorité aux associations locales, il est proposé au Conseil municipal de donner son accord pour les attributions de subventions suivantes :

VIVRE ET VIEILLIR CHEZ SOI	100
LES DECABLES	500
SKI CLUB MONTGENÈVRE VAL CLARÉE	600
CLASSES SPORTIVES SKI COLLÈGE DES GARCINS	180
ADSCB Association pour le Développement Sociaux Culturel du Briançonnais	100
CSHB Club des Sports d'hiver de Briançon	400
ASSOCIATION DES AMIS DE L'ÉCOLE DE SAINT-BLAISE	600
LES FRAIRIES	2 500
AREN 05 Association des Résidents de l'Étoile des Neiges	100
UNIVERSITÉ DU TEMPS LIBRE GRAND BRIANÇONNAIS	300
SECOURS CATHOLIQUE	100
ADMR –Aide à Domicile en Milieu Rural	200

SOLIDARITÉ HANDICAPÉS DU PAYS BRIANÇONNAIS	150
ASSOCIATION LA RONDE DES PUY	600
CAF CLUB ALPIN FRANÇAIS DE BRIANÇON	100
BRIANÇON ESCALADE	400
TOTAL	6 930

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide d'attribuer les subventions énoncées ci-dessus
Autorise le Maire à régler les dépenses.

Objet : FINANCES
FORFAITS DE SKI 2014/2015
Participation financière communale

Dans le cadre d'une convention qui lie la Compagnie des Alpes et le SIVU du Prorel, un tarif particulièrement intéressant est proposé pour le forfait de ski alpin des enfants résidant sur la commune de Puy Saint André.

Parmi les trois communes concernées par cette mesure tarifaire, les conditions d'attribution notées dans l'annexe 8 de la Délégation de Service Public du SIVU du Prorel ont été interprétées différemment.

La collectivité, pour la saison 2014/2015 ; pour des raisons d'équité propose que l'ensemble des enfants de 18 à 20 ans, scolarisés ou non sur le territoire, bénéficient des mêmes avantages.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Accepte de prendre en charge le différentiel pour que l'ensemble des enfants de moins de 20 ans, quelque soit le lieu de scolarisation, bénéficient des mêmes tarifs pour la saison 2014/2015.

Autorise le Maire à régler la dépense directement à SCV Domaine Skiable soit un montant de 441 € TTC

Objet : FINANCES
CONVENTION CENTRE PERMANENT D'INITIATIVES POUR L'ENVIRONNEMENT (CPIE) /
COMMUNE Travaux 2015

Depuis plusieurs années, la collectivité signe avec le CPIE – 35 rue Pasteur – BRIANCON une convention de travaux ponctuels visant à préserver l'environnement territorial.

L'association se mettrait à la disposition de la commune pour un total de 18 journées. En priorité, le CPIE interviendra sur le sentier partant des Combes en direction du Rocher de Roure.

Les zones humides seront traitées en réalisant un drain et en canalisant l'eau en amont du sentier. Ne seront utilisés que les matériaux déjà sur place. Un empierrement suffira à assécher les zones posant problème. Un mélèze, couché en travers du chemin, sera coupé afin de libérer le passage. Les anciens caillebotis seront enlevés.

Un passage de débroussailleuse sera effectué sur les sentiers dans la limite du temps restant. Le choix concernant les secteurs d'intervention sera fait selon la volonté de la mairie. Un décompte de ces journées sera communiqué à mesure des interventions.

L'ensemble de la mission s'élève à 3 350 euros.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Autorise le Maire à signer la convention relative à ces travaux,
Autorise le Maire à régler la dépense d'un montant de 3 350 €.

Objet : FINANCES
CONVENTION COMMUNE / CCB ET COMMUNES MEMBRES
groupement de commandes de fourniture d'électricité et services associés

Rapporteur : Monsieur le Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu le Code des Marchés Publics et notamment son article 8-VII-1,

Considérant que dès le 1^{er} janvier 2016, les tarifs réglementés de vente d'électricité seront supprimés pour les sites raccordés à une puissance électrique supérieure 36 kVA (tarifs « jaune » et « vert »).

Considérant qu'à la même date, les acheteurs soumis au Code des Marchés Publics, notamment les collectivités territoriales devront avoir signé un nouveau contrat en offre de marché pour ces tarifs avec un fournisseur de leur choix.

Considérant qu'un groupement de commandes pour cet objet visera à maîtriser au mieux l'aspect budgétaire de ces changements et à en tirer le meilleur profit, par le regroupement des besoins et une mise en concurrence optimisée.

Considérant la nécessité d'établir une convention entre la Communauté de Communes du Briançonnais d'une part et ses communes membres d'autre part, pour définir les modalités de fonctionnement du groupement.

Vu le projet de convention constitutive du groupement de commandes entre la Communauté de Communes du Briançonnais et ses communes membres ci-joint en annexe,

Vu le mandat autorisant la communauté de Communes à collecter directement auprès du fournisseur actuel et pour le compte de la commune, les données nécessaires à l'évaluation des besoins.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- approuve les termes du projet de convention constitutive du groupement de commandes pour la fourniture d'électricité,
- désigne la Communauté de Communes du Briançonnais comme coordinateur du groupement de commandes,
- d'autorise le représentant du coordonnateur à signer les marchés, issus du groupement de commandes pour le compte de la Commune,
- autorise le Maire à signer la convention de groupement de commandes,
- autorise le Maire à signer le mandat autorisant la Communauté de Communes à collecter directement auprès du fournisseur actuel et pour le compte de la commune, les données nécessaires à l'évaluation des besoins.

Objet : FINANCES
MAIRIE / SALLE DES ASSOCIATIONS
Acquisition équipement - rideaux

Depuis la création de la Mairie et de ses annexes, la salle des associations est régulièrement utilisée pour des réunions qui nécessitent l'utilisation de vidéo projecteur.
Il est proposé de faire l'acquisition de rideaux occultant pour faciliter ces rétroprojections.

Plusieurs entreprises ont été consultées.
Une discussion s'engage au sein du conseil municipal,

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité,
Autorise le Maire à signer le devis de la SARL Art de vivre d'un montant de 936.48 € TTC,
Autorise le Maire à régler la dépense.

Objet : FINANCES
REHABILITATION PETIT PATRIMOINE
Oratoire Sainte Anne

Dans le cadre des réhabilitations du petit patrimoine communal, l'oratoire dédié à Sainte Anne au dessus du chef lieu, a été restauré par des habitants bénévoles de la commune.

Toutefois, la réfection du texte en façade doit faire l'objet d'une intervention d'un professionnel.

Plusieurs artisans ont été consultés.

Une discussion s'engage au sein du conseil municipal,

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Autorise le Maire à signer le devis de Mr DANIEL Régis d'un montant de 420.00 €,

Autorise le Maire à régler la dépense.

Objet : URBANISME

**DELIBERATION PRESCRIVANT LA REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME ET MODALITE DE
CONCERTATION** erreur matérielle remplace la délibération du 9 avril 2015

M. le maire rappelle au conseil municipal que la commune de Puy Saint André est actuellement dotée d'un Plan Local d'Urbanisme.

M. le Maire expose que la commune est contrainte, en application de l'article 135 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) d'entamer la procédure de révision de son PLU afin d'y intégrer les dispositions environnementales issues du Grenelle et de l'approuver avant le 1^{er} janvier 2017.

M. le Maire indique, enfin, que conformément à l'article L. 123-6 du Code de l'urbanisme, les communes sont tenues d'organiser, lors d'une révision d'un PLU, pendant toute la durée de de la procédure, une concertation associant, les habitants, les associations, etc.

Il précise que conformément à l'article L 300-2 du code de l'urbanisme, le conseil municipal doit délibérer tant sur les objectifs poursuivis que sur les modalités de la concertation, mais que la jurisprudence, depuis un arrêt du Conseil d'Etat du 17 avril 2013 admet que la décision du conseil municipal puisse prendre la forme de deux délibérations successives, notifiées conformément aux dispositions de l'article L. 123-6 du code de l'urbanisme, pourvu que cette circonstance n'ait pas pour conséquence de priver d'effet utile la concertation organisée sur les objectifs poursuivis par l'élaboration du plan local d'urbanisme.

CONSIDERANT :

- que le PLU approuvé le 18/01/2007 et modifié le 05/06/2007 pose des difficultés d'application et qu'il ne correspond plus aux objectifs d'aménagement et de développement poursuivis par la commune,

- que la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) impose aux communes d'intégrer dans leur PLU les dispositions environnementales issues du Grenelle et de l'approuver avant le 1^{er} janvier 2017,

- qu'il est donc nécessaire de redéfinir l'affectation des sols dans le cadre d'une réorganisation du territoire communal,

- qu'il y a lieu, à cet effet, de mettre en révision le PLU, sur l'ensemble du territoire communal, conformément à l'article L 123-13 et suivants du code de l'urbanisme.

APRES AVOIR ENTENDU L'EXPOSE DU MAIRE,

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L 123-1 à L 123-20 et L 300-2,

VU le PLU, approuvé par délibération du conseil municipal du 18/01/2007 et modifié par délibération du 05/06/2013,

LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE A L'UNANIMITE,

1. De prescrire la révision du PLU conformément aux dispositions de l'article L 123-13 du code de l'urbanisme.

2. De procéder à la définition des objectifs par une délibération ultérieure qui interviendra après sélection du prestataire en charge de la réalisation de la révision.

3. Que l'Etat et les autres personnes publiques, qui en auront fait la demande, conformément aux articles L 123-7 et 8 du code de l'urbanisme, seront associés à la révision du PLU lors de réunions d'études qui auront lieu notamment :

- avant que le projet de révision du PLU ne soit arrêté par le conseil municipal ;
- et, en tant que de besoin, lorsque le maire le jugera utile.

4. De soumettre, conformément aux articles L 123-6 et L 300-2 du code de l'urbanisme, à la concertation de la population, des associations locales et des personnes concernées, les études préalables au projet de révision du PLU pendant toute la durée de son élaboration et de retenir comme forme de concertation préalable :

• Annonce de la concertation:

- Affichage en mairie
- Insertion dans le bulletin municipal et un journal local

• Explication de la démarche et du projet ; débat avec la population :

- Mise à disposition du public en Mairie aux heures d'ouverture du secrétariat d'un registre destiné à recueillir les observations des habitants, pendant toute la durée des études et jusqu'à l'arrêt du projet de plan local d'urbanisme.
- Possibilité d'écrire au Maire (Mairie – Le Chef-Lieu – 05100 Puy Saint André)
- Après que le conseil municipal aura délibéré sur les objectifs poursuivis, organisation d'une première réunion d'information, à caractère général, auxquelles seront conviés tous les habitants de la commune et associations locales, sera organisée.
- Programmation d'une seconde réunion pendant le déroulement de la procédure de préparation du PLU, avant l'arrêt du projet en conseil municipal.

• Compte-rendu du déroulement de la concertation et de ses effets :

- Insertion dans le bulletin municipal

5. De consulter plusieurs cabinets d'urbanisme afin de confier, au mieux-disant d'entre eux, la réalisation de la révision et de donner autorisation à M. le maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation de service nécessaire à la révision du PLU,

6. De solliciter l'Etat, conformément aux articles L 121-7 alinéa 3 du code de l'urbanisme et R 1614-41 et suivants du code général des collectivités territoriales, pour qu'une dotation soit allouée à la commune afin de couvrir les frais matériels et d'études nécessaires à la révision du PLU.

7. Que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la révision du PLU seront inscrits au budget.

Conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Chacune de ces formalités de publicité mentionnera le ou les lieux où le dossier peut être consulté.

Objet : EAU

EAU POTABLE

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service de L'eau potable - Année 2014

Conformément au décret du 6 mai 1995 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement, toute collectivité doit établir un rapport annuel sur son service de l'eau ou de l'assainissement, quelque soit le mode de gestion et quelque soit la taille de ce service.

Ce rapport est élaboré à destination des usagers (consultation possible en Mairie) pour plus de transparence sur le service qui leur est rendu, il est présenté dans les 6 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné soit au plus tard au 30 juin.

Le rapport est présenté pour l'exercice 2014. Lecture est donnée de ce document.

Le conseil Municipal

Prend connaissance du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable exercice 2014.

Objet : EAU

REGLEMENT DU SERVICE DE L'EAU DE LA COMMUNE DE PUY SAINT ANDRE
Révision n° 1 tarif intervention commune article 4.5 du règlement

Par délibération en date du 17 juillet 2013, le conseil municipal a adopté le règlement du service d'eau de la commune de Puy Saint André définissant les obligations mutuelles de la collectivité et de l'abonné.

Conformément à ce règlement, les montants énoncés peuvent être révisés par délibération du conseil municipal.

Il est proposé de modifier le tarif d'intervention de la collectivité, l'article 4.5 du règlement pour la fermeture et l'ouverture de la vanne à la demande du pétitionnaire.

Une discussion s'engage au sein du conseil municipal sur cette participation,

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide que le règlement sera modifié comme énoncé ci-dessous :

« les frais de fermeture et d'ouverture de l'alimentation en eau à votre demande pour convenance personnelle sont à votre charge et sont fixés forfaitairement pour chaque déplacement à 25 € (soit 50 € fermeture et ouverture) »

Autorise le Maire à émettre les titres auprès des tiers.

Précise que les autres articles du règlement restent inchangés

Objet : BUDGET EAU

Réseau d'eau potable

Equipements neufs - lieu dit la Roche au Chef Lieu

La gestion de l'eau est au cœur des préoccupations, la municipalité veut anticiper les problèmes à la fois qualitatifs et quantitatifs.

Suite à une demande de branchement d'un particulier au réseau d'eau potable, la collectivité profiterait de la tranchée faite par le propriétaire et remettrait en état une portion de réseau.

Ces travaux vont être réalisés dans la ruelle à l'impasse la Roche au chef lieu au droit de la parcelle A 1352.

Il est proposé de mettre en place une antenne neuve en plimouth PEHD afin d'abandonner la vieille conduite et un regard avec deux vannes de branchements.

Une vanne de sectionnement serait posée sur la conduite principale permettrait d'isoler le quartier en cas de besoin.

Le fontainier de la commune a réalisé un devis estimatif de ces travaux, il s'élève à 3 270 € HT soit 3 924 € TTC.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Autorise le Maire à signer le devis d'un montant de 3 270 € HT soit 3 924 € TTC.

Autorise le Maire à régler la dépense.

Objet : ERDF

Convention « Présence Alpes du sud » ERDF/COMMUNE
Correspondant intempéries

ERDF souhaite développer une organisation de proximité avec les collectivités, afin de finaliser ces engagements et poursuivre ces actions au service de l'intérêt général, ERDF propose une convention qui acte tous ces éléments.

Cette convention « Présence » définissant les engagements de chaque partie tant pour la collectivité que pour ERDF a été signée le 14 novembre 2012.

Suite aux élections municipales de 2014, il est nécessaire que la commune désigne un nouvel interlocuteur spécifique : le "correspondant intempéries" qui sera formé par ERDF.

Il est un vecteur d'information et de communication : notamment par le diffusion des recommandations d'ERDF auprès des habitants, l'information des élus et la population de l'état des travaux, de leur avancement, la recommandation, liaison avec la base travaux d'ERDF, il coordonne avec les services de la voirie le dégagement des accès aux ouvrages à réparer, accompagne les équipes d'intervention pour accélérer les dépannages...

Mr Henri FAURE GEORS s'est proposé pour être le correspondant intempéries.

**Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité,
Désigne** Henri FAURE GEORS correspondant intempéries.

**Objet : PERSONNEL
PREVENTION DES RQUES PROFESSIONNELS
COMMUNE / CENTRE DE GESTION DES HAUTES ALPES
Avenant N° 3 convention prestation mission d'assistant de prévention.**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal que la Commune a conventionné avec le Centre de Gestion pour la mission d'assistant de prévention par délibération 29 août 2012.

Cette démarche permet d'avoir recours à un agent de la brigade des assistants de prévention du Centre de Gestion. Ce dernier exerçant sa mission sous la responsabilité du Conseil, il peut notamment proposer des décisions ou faire des préconisations concernant les conditions de travail des agents (règles d'hygiène et de sécurité). De plus, il prend part aux Comités Techniques Paritaires, aux formations initiales et continues, exerce une veille réglementaire ou encore participe à l'évaluation des risques et à la réalisation du document unique.

La convention définit les modalités technique et financière, il avait été convenu que la durée d'intervention de l'assistant serait de 8h par mois.

Vu l'avenant n°2 du 20 juin 2014,

Vu que le document unique ayant été réalisé, il est nécessaire de réajuster ce temps, des missions de 4 heures par mois paraissent aujourd'hui plus adaptées.

Il est proposé aux membres du conseil municipal un avenant n°3 ;
Lecture est donnée de ce document.

**Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité,
Approuve** l'avenant n°3 à la convention de « prestation mission d'assistant de prévention » qui sera conclu avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Hautes-Alpes ;
Autorise le Maire à signer ledit avenant.
Donne au Maire tout pouvoir pour sa mise en œuvre.